



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique spatiale de défense

Question au Gouvernement n° 1611

Texte de la question

POLITIQUE SPATIALE DE DÉFENSE

M. le président. La parole est à Mme Aude Bono-Vandorme.

Mme Aude Bono-Vandorme. Madame la ministre des armées, depuis une dizaine d'années, l'espace est à nouveau un théâtre d'affrontement : les grandes puissances font la démonstration de leurs capacités antisatellites ; le Président des États-Unis appelle à la création d'une force armée de l'espace et de telles réflexions ont cours parmi nos autres alliés, notamment le Canada ; les actes d'espionnage dans l'espace sont de plus en plus fréquents. Ainsi, après plusieurs satellites Eutelsat et après l'un de nos satellites Syracuse, le satellite franco-italien Athena-Fidus a été approché par le satellite russe Luch Olymp, lequel a cherché à intercepter nos communications militaires sécurisées, comme vous l'avez encore rappelé la semaine dernière, lors de vos vœux aux armées.

La loi de programmation militaire 2019-2025 a fait le choix du renouvellement de l'ensemble de nos capacités exo-atmosphériques en y consacrant un budget de 3,6 milliards d'euros. Toutefois, il faut aller plus loin. Vous l'avez dit à Toulouse il y a quelques semaines : « Une défense spatiale, [...] c'est essentiel ». Vous avez mis en place au sein de votre ministère une équipe dédiée pour réfléchir à une nouvelle doctrine et faire de la France une puissance spatiale incontournable – j'insiste sur le mot « puissance ». Vous lui avez fixé un mot d'ordre simple : ne rien s'interdire.

Mme Darrieussecq nous a livré hier un aperçu des moyens qui seront mis en œuvre. Pouvez-vous à présent informer la représentation nationale au sujet des premiers contours de la future stratégie spatiale de défense de notre pays ?

Par ailleurs, l'Europe spatiale a de grandes ambitions, en matière commerciale avec Ariane 6 comme sur le plan de l'exploration, notamment lunaire. Or nous savons tous ici que l'espace est fondamentalement dual. Au-delà la surveillance de l'espace, pouvez-vous également préciser les autres pistes envisagées par le Gouvernement pour jeter les bases de l'autonomie stratégique européenne dans le domaine spatial ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, ministre des armées. Madame Bono-Vandorme, qui fournit à nos forces armées des renseignements et des images précises ?

M. Jean Lassalle. LCP ! (*Rires.*)

Mme Florence Parly, ministre . Non, les satellites ! Qui permet à nos forces de communiquer et de transmettre des informations sensibles et cryptées ? Les satellites. Qui nous guide pour donner à nos avions de surveillance une connaissance de la géographie du terrain ? Les satellites. Dès lors, notre défense passe plus que jamais par le spatial.

Le Gouvernement a prévu, dans le cadre de la loi de programmation militaire, 3,6 milliards d'euros de crédits pour renouveler nos capacités spatiales. Le Président de la République me l'a demandé : nous devons nous tenir prêts. J'ai donc posé les premières pierres d'une stratégie spatiale de défense et transmis des propositions au chef de l'État. Celles-ci visent d'abord à mieux connaître notre environnement spatial et à mieux nous défendre.

Vous avez raison de le souligner, notre défense spatiale se construira avec l'Europe. C'est grâce à une coopération avec nos voisins que nous aurons les moyens et les technologies adaptées.

Cette coopération existe d'ores et déjà dans le cadre du programme d'observation spatiale MUSIS – système multinational d'imagerie spatiale pour la surveillance, la reconnaissance et l'observation –, rassemblant l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la France. Au mois de décembre dernier, nous avons franchi un grand pas lors du lancement du premier satellite CSO, la composante spatiale optique de MUSIS.

Nous devons être prêts à agir dans l'espace. Nous devons également être prêts à préserver notre autonomie pour y accéder. Nous devons être prêts à répondre à quiconque voudrait nous agresser. Nous devons être déterminés à faire en sorte que la France et l'Europe restent dans le peloton de tête des puissances spatiales.
(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [Mme Aude Bono-Vandorme](#)

Circonscription : Aisne (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1611

Rubrique : Espace et politique spatiale

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 janvier 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 janvier 2019](#)